

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Lors de sa réunion du 10 janvier 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse que « les taux d'inflation ont diminué au cours de ces derniers mois comme prévu, et devraient rester en deçà de 2 % cette année. (...). La faiblesse de l'activité dans la zone euro devrait se prolonger sur 2013. (...). Une reprise progressive devrait s'amorcer plus tard en 2013. Les risques entourant les perspectives économiques de la zone euro demeurent orientés à la baisse ».

M. Draghi a également souligné qu'« afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans la zone euro, il est essentiel de continuer à renforcer la capacité de résistance des banques chaque fois qu'il y a lieu. (...). Des mesures décisives pour la mise en place d'un cadre financier intégré permettront d'atteindre cet objectif. Le futur mécanisme de surveillance unique (MSU) en est l'une des pierres angulaires. Il s'agit d'une avancée capitale en vue d'une reprise du processus d'intégration du système bancaire ».

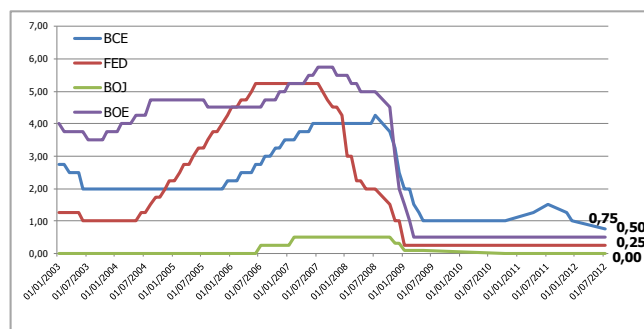
Union économique et bancaire

Au cours du Conseil européen du 13 décembre 2012, les ministres des finances ont finalisé l'accord sur la supervision bancaire européenne relatif au mécanisme européen de résolution des crises bancaires et la garantie commune des dépôts qui entreront en vigueur respectivement fin 2013 et début 2014. S'agissant de la supervision bancaire, il a été convenu qu'une large partie du secteur bancaire de la zone euro restera sous le contrôle des autorités nationales et que 150 à 200 établissements passeront sous le contrôle direct de la BCE, en fonction de leur taille et de leur poids dans l'économie nationale.

La Fed lance un nouveau programme de rachat d'actifs

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu, le 12 décembre 2012, son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. La Fed a annoncé le lancement d'un nouveau programme de rachats de Bons du Trésor à long terme à partir de janvier 2013 à hauteur de 45 milliards de dollars afin de soutenir l'économie. Ces rachats succéderont à « l'opération Twist » qui s'est achevée au 31 décembre 2012. Ils s'ajouteront aux 40 milliards de dollars de titres adossés aux créances hypothécaires qu'elle rachète tous les mois depuis septembre 2012.

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 132 600 fin novembre 2012, soit une hausse de 0,9 % sur un mois en données CVS-CJO (+29 300 personnes). Sur un an, il croît de 10,8 % (+12,6 % pour les hommes et +8,8 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 17,5 %.

Légère hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 11,8 % en novembre 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à octobre. Il était de 10,6% en novembre 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,7 % en novembre 2012. Il était de 10 % en novembre 2011.

Inflation

Baisse des prix en France au mois de novembre

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France diminue de 0,2 % en novembre 2012 ; sur un an, il croît de 1,3 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 0,7 % en glissement annuel.

Stabilité de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,2 % en décembre 2012, stable par rapport à novembre.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire et augmente son programme de rachats d'actifs

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 20 décembre 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Le Comité a décidé d'augmenter sa politique de rachats d'actifs de 10 milliards de yens pour le porter à 101 milliards de yens afin de soutenir l'activité économique. Le nouveau Premier ministre a demandé à la BoJ d'adopter une politique monétaire plus accommodante pour relancer l'économie et de relever son objectif d'inflation à 2 % et annoncé un plan de relance de l'économie de 10 300 milliards de yens.

En novembre 2012, la production industrielle du Japon a baissé de 1,7 % sur un mois et reculé de 5,8 % sur un an. Hors énergie et alimentation, les prix à la consommation ont stagné sur un mois et reculé de 0,5 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 0,2 % sur un an.

Le taux de chômage est estimé à 4,1 %, en baisse de 0,1 point par rapport à octobre. En novembre 2012, les exportations diminuent de 0,1 point par rapport à octobre tandis que les importations ont crû de 4,3 %.

En novembre 2012, le déficit commercial a atteint 7,8 milliards d'euros.

Rebond de l'activité en Chine

Au mois de novembre 2012, la production industrielle a augmenté de 10,1 % en glissement annuel après 9,6 % en octobre. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 2 % sur un an. En novembre 2012, les exportations ont progressé de 2,9 % sur un an et les importations sont restées stables.

L'excédent commercial s'élève à 19,6 milliards de dollars contre 32 milliards au mois d'octobre.

Les autorités chinoises ont annoncé l'approfondissement des réformes en 2013 ainsi que l'ouverture du marché domestique pour développer la demande intérieure.

Conseil de surveillance de l'IEOM

Nouvelle gamme de billets F CFP : adoption du calendrier

Le Conseil de surveillance de l'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) s'est réuni le 18 décembre 2012.

Le calendrier de l'opération concernant la nouvelle gamme de billets en francs CFP a été approuvé. Le Conseil a ainsi décidé que : (I) la nouvelle gamme sera mise en circulation à partir du 20 janvier 2014, (II) la période de double circulation des billets de l'ancienne et de la nouvelle gamme durera jusqu'au 30 septembre 2014 et (III) les billets de l'ancienne gamme seront échangeables sans limitation de durée.

Le Conseil a également analysé la situation monétaire et bancaire des collectivités d'outre-mer du Pacifique ainsi que le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers. Il a décidé de maintenir inchangés l'ensemble des taux de l'IEOM, de proroger jusqu'au 31 décembre 2013 les mesures d'assouplissement du dispositif de la facilité de prêt marginal et de l'élargir aux créances de niveau 4 de son échelle de cotation.

Actualité bancaire

Bâle III

Le Comité de Bâle a annoncé le 14 décembre 2012 que onze juridictions membres respecteront le calendrier de mise en œuvre du dispositif de Bâle III au 1^{er} janvier 2013. Sept autres juridictions, dont les Etats-Unis et l'Union européenne, se sont engagées à finaliser leur réglementation dans les meilleurs délais.

Le 7 janvier 2013, le Comité de Bâle a publié la version révisée du Ratio de liquidité à court terme adoptée par le Groupe des gouverneurs de banque centrale et des responsables du contrôle bancaire (GHOS). L'entrée en vigueur de ce ratio s'échelonnait entre le 1^{er} janvier 2015 et le 1^{er} janvier 2019.

Les communiqués de presse sont disponibles sur :

http://www.bis.org/press/p121214a_fr.pdf et http://www.bis.org/press/p130107_fr.pdf

Droit bancaire et financier

Le décret n° 2012-1452 du 24 décembre 2012 portant actualisation du droit bancaire en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna a été publié au JORF du 27 décembre 2012. Le texte étend les décrets n° 2012-100, n° 2012-101 et 2012-297 relatifs à l'immatriculation au registre ORIAS (Organisme pour le registre des intermédiaires en assurance) des intermédiaires en opérations de banque et en services de paiement, des conseillers en investissement et agents liés, ainsi que les dispositions de décret n° 2012-147 relatif à l'agrément des associations sans but lucratif pour effectuer des opérations de crédit.

Banque publique d'investissement (BPI)

La loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la BPI ainsi que la loi organique n° 2012-1557 du 31 décembre 2012 relative à la nomination des dirigeants de BPI-Groupe ont été publiées au JORF du 1- janvier 2013.

Livret A

Le décret n° 2012-1145 du 24 décembre 2012 portant relèvement de 25 % du plafond du livret A à 22 950 euros au 1- janvier 2013 a été publié au JORF du 25 décembre 2012.

Activités bancaires

Le projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires a été présenté en Conseil des ministres du 19 décembre 2012 et déposé le jour même à l'Assemblée nationale.

Microcrédit

Banque de France

La Banque de France a organisé le 12 décembre 2012 en collaboration avec le Comité consultatif du secteur financier un colloque sur « le microcrédit accompagné ». Les discussions ont porté sur : le microcrédit accompagné (nature, performance, régulation), le rôle du microcrédit accompagné dans la prévention du surendettement, les liens du microcrédit accompagné avec l'accessibilité bancaire.

Outre-mer

Lutte « contre la vie chère »

Le décret n° 2012 -1459 relatif aux accords annuels de modération de prix de produits de grande consommation dans les DOM, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Wallis-et-Futuna a été publié au JORF du 27 décembre 2012.

Nomination

Médiation du crédit

Mme Jeanne-Marie Prost, médiatrice nationale déléguée, a été nommée Médiatrice nationale du crédit, en remplacement de Gérard Rameix.

2 – Actualité régionale

Aide de la Banque asiatique de développement au Samoa

La Banque Asiatique de Développement, basée à Manille, va débloquer une enveloppe d'un demi-million de dollars US au titre de l'aide humanitaire aux populations des îles Samoa, touchées par le cyclone Evan. Cette enveloppe devrait être principalement affectée à Apia, capitale du pays et à sa périphérie. Cette aide est cependant loin de couvrir l'ensemble des dégâts chiffrés à 125 millions USD. La banque de financement annonce toutefois des aides d'un montant de 186 millions USD, sous forme de prêts à taux préférentiels, dans les domaines de la santé, de l'éducation ou encore des infrastructures énergétiques.

Transport maritime : Matson rachète Reef Shipping

Le 26 décembre 2012, le leader américain du transport maritime dans le Pacifique, MATSON, a signé un accord pour l'acquisition des actifs de la compagnie Reef Shipping. Cette dernière était en redressement judiciaire depuis novembre 2012. Matson fournit des services de transport dans le Pacifique et principalement vers les îles Hawaïennes. La compagnie Matson Pacifique Sud assurera la livraison de marchandises depuis la Nouvelle-Zélande, et l'Australie vers les îles Fidji, Tuvalu, Kiribati, les îles Marshall... en passant par Wallis-et-Futuna. Matson possède 17 bâtiments naviguant entre Hawaii, Guam et la Micronésie auxquels viennent s'ajouter 4 nouveaux navires, à la suite de cette nouvelle acquisition.

La nouvelle gamme de billets en F CFP

De nouveaux billets de 500, 1 000, 5 000 et 10 000 F CFP seront mis en circulation à partir du 20 janvier 2014. Un billet de 20 000 F CFP sera également créé. Leurs signes de sécurité seront renforcés afin d'éviter les contrefaçons.

Leur taille, plus petite, se rapprochera du format des billets en euros facilitant ainsi leur manipulation et réduisant leur coût de production. La période de double circulation sera d'un peu plus de huit mois et prendra fin le 30 septembre 2014. Après cette date, les anciennes coupures seront toujours échangeables auprès de l'IEOM. Les pièces de monnaie ne seront pas modifiées car elles bénéficient actuellement des améliorations techniques nécessaires. Au 31 décembre 2011, 13 millions de billets en F CFP étaient en circulation dans les trois collectivités du Pacifique représentant 43,6 milliards de F CFP.

3 – Brèves locales

Passage du cyclone Evan à Wallis-et-Futuna

Dans la nuit du 15 au 16 décembre 2012, le cyclone EVAN a frappé l'île de Wallis avec des rafales de vents atteignant 156km/h. Le bilan comporte d'importants dégâts matériels : 290 habitations et 15 bâtiments publics endommagés, 90 % du réseau électrique et 80 % de la téléphonie hors-services. La totalité des cultures vivrières est détruite. 134 personnes se sont retrouvées sans toit et 2 blessés légers ont été recensés. Selon Météo France, les rafales de vents ont dépassé les 100 km/h pendant près de six heures. Depuis 1968, le cyclone Evan est le huitième système tropical dépressionnaire avec des vents moyens supérieurs à 33 nœuds passant à moins de 50 km de Wallis.

Solidarité nationale après le cyclone Evan

Pour faire face à l'urgence, un avion CASA a décollé de l'aéroport de Tontouta en Nouvelle-Calédonie le lundi 16 décembre avec à son bord une mission d'appui à la sécurité civile. Celle-ci était composée de 9 personnes amenant 1,5 tonne de matériel (bâches et outillages). Une seconde équipe de 46 personnes (militaires, électriciens, pompiers) a été envoyée de Nouméa et Paris pour évaluer les dégâts et sécuriser les habitations. Monsieur Victorin LUREL, Ministre des Outre-mer, s'est rendu sur place pour témoigner de la solidarité nationale avec la population wallisienne. Pendant 2 jours, le Ministre a travaillé avec les services de l'Etat et les autorités locales afin de mobiliser les moyens les mieux adaptés pour répondre à la situation de désolation et de pénurie régnant sur l'île.

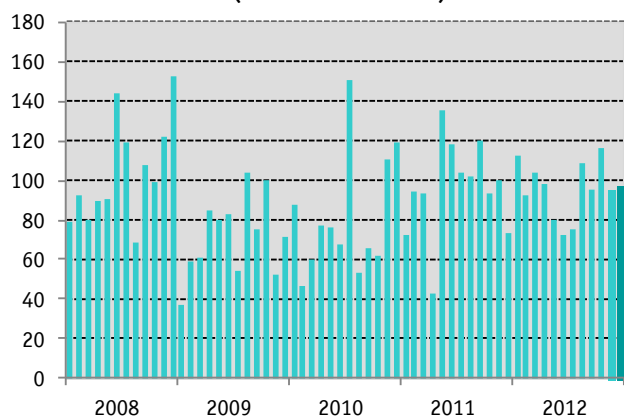
Mesure de l'IDH des îles Wallis-et-Futuna

Une étude réalisée par l'AFD a mesuré l'Indice de Développement Humain (IDH) des départements et collectivités d'outre-mer. Cette étude indique que l'IDH des îles de Wallis-et-Futuna se positionne au 53ème rang mondial, précédé de deux places par la Nouvelle-Calédonie. Cet indice, calculé à partir de variables économiques et sociales, est tiré à la hausse par les progrès sociaux (éducation et espérance de vie à la naissance précisément) plus rapides que le développement économique du Territoire.

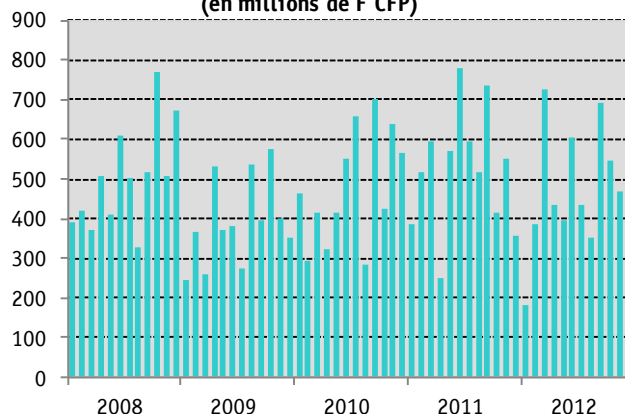
4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			3T 12	114,40	- 5,4%
SMIG mensuel en XPF			janv-13	87 400	- 3,0%
Nombre d'emplois salariés			sept-12	1 953	- 4,7%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	déc-12	592	25,9%	66,5%
	cumulées	déc-12	5 812	-	-7,2%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	déc-12	97	1,3%	31,2%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	déc-12	1 147	-	-0,1%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	déc-12	466	-	13,2%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Energie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	sept-12	1 426	-9,8%	-10,4%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-12	564	-13,3%	-10,1%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-12	172	13,4%	6,2%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	nov-12	2 224	-18,7%	-9,6%
	cumulé	nov-12	26 415	-	0,3%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	nov-12	1 179	-16,2%	12,6%
	cumulé	nov-12	12 726	-	3,5%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	déc-12	3	0,0%	-40,0%
	cumulées	déc-12	38	-	0,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	déc-12	10	-9,1%	-44,4%

Droits de douanes et taxes à l'entrée
(en millions de F CFP)



Importations
(en millions de F CFP)



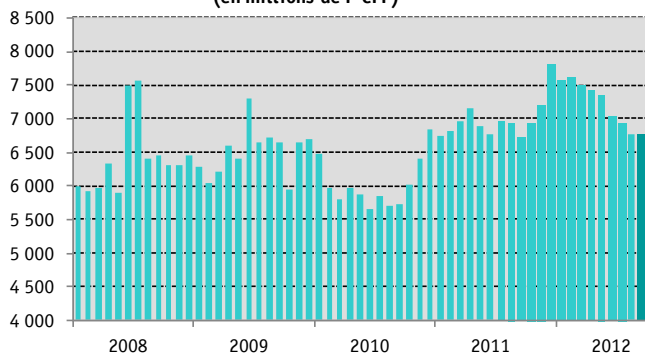
5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

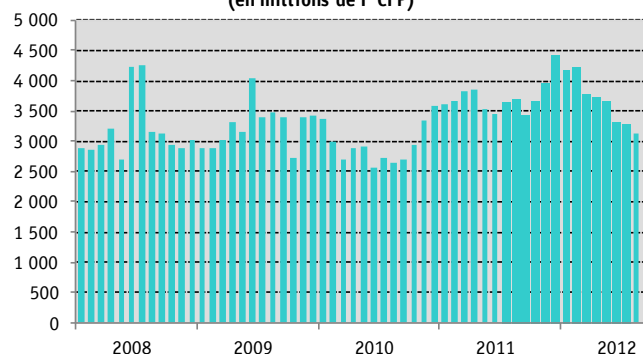
Baisse des dépôts à vue

en millions de F CFP	nov-11	oct-12	nov-12	▲ / mois	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 078	2 139	2 137	-0,1%	2,8%
Dépôts à vue	3 954	4 538	3 249	-28,4%	-17,8%
Total M1	6 032	6 677	5 385	-19,3%	-10,7%
M2-M1	548	511	573	12,1%	4,7%
Total M3	7 209	8 151	8 321	2,1%	15,4%

Masse monétaire
(en millions de F CFP)



Dépôts à vue
(en millions de F CFP)

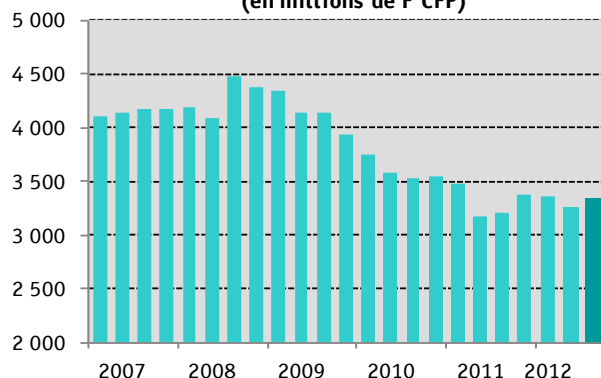


Concours de caractère bancaire

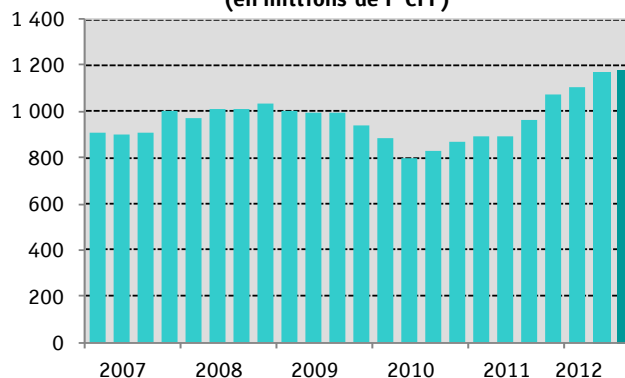
Hausse des crédits de trésorerie et baisse des crédits à l'équipement

en millions de F CFP	sept-10	sept-11	sept-12	▲ / an
Crédits de trésorerie	826	961	1 173	22,1%
Crédits à l'équipement	1 325	1 097	969	-11,7%
Crédits à l'habitat	374	366	531	45,0%
Autres crédits	230	197	172	-12,4%
Total encours sain	2 754	2 621	2 846	8,6%
Créances douteuses brutes	777	592	493	-16,7%
Total encours brut	3 531	3 214	3 339	3,9%

Encours de crédits bruts
(en millions de F CFP)



Encours de crédits de trésorerie
(en millions de F CFP)

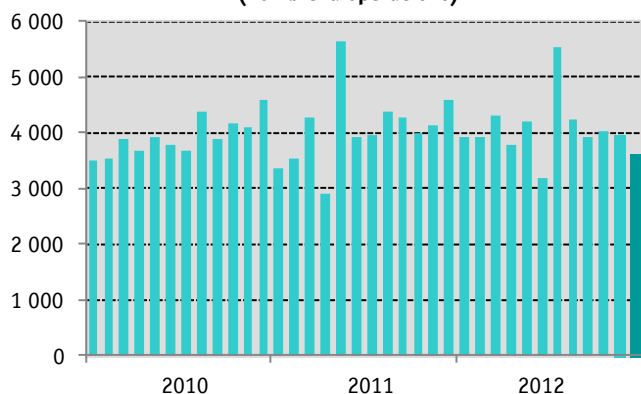


Compensation

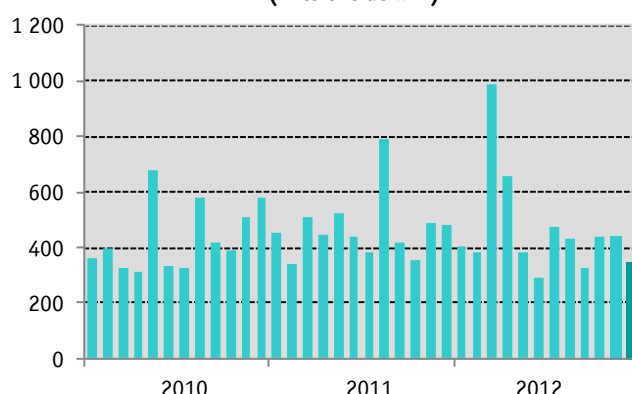
Diminution des opérations de compensation

	déc-11	nov-12	déc-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 576	3 949	3 589	48 567	-9,1%	-21,6%
Compensation (en millions de CFP)	483	441	345	5 557	-21,8%	-28,6%

En volume
(nombre d'opérations)



En valeur
(millions de XPF)



Incidents bancaires

Accroissement des incidents de paiement par chèque sur le mois

en nombre	déc-11	nov-12	déc-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	84	53	74	1 027	39,6%	-12%
Retraits de cartes bancaires	11	0	5	15	-	-54,5%

Interdits bancaires

Rebond du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	déc-11	nov-12	déc-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	408	395	408	3,3%	0,0%
- dont personnes physiques	399	385	397	3,1%	-0,5%
- dont personnes morales	9	10	11	10,0%	22,2%

Cotation

Accroissement du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	déc-11	nov-12	déc-12	▲/mois	▲/an
Cotes valides	38	43	43	0,0%	13,2%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	8	11	15	36,4%	87,5%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3Trim	108,55	114,40	5,4%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	décembre	9	11	22,2%
importations de biens d'équipement (M XPF)	décembre	867	636	-26,6%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	décembre	108	21	-80,8%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	décembre	88	59	-33,0%
Ménages				
emploi salarié (nb)	septembre	2 050	1 953	-4,7%
dont secteur privé	septembre	845	768	-9,1%
dont secteur public	septembre	1 205	1 185	-1,7%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	janvier	502	517	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	décembre	399	397	-0,5%
décision retrait cartes bancaires	décembre	20	15	-25,0%
incidents paiements sur chèques	décembre	1 274	1 027	-19,4%
importations de produits alimentaires (M XPF)	décembre	1 643	1 591	-3,2%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	décembre	992	891	-10,2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	décembre	288	338	17,4%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	décembre	77	103	33,8%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
importations	décembre	6 260	5 812	-7,2%
exportations	décembre	-	-	-
recettes douanières	décembre	1 574	1 626	3,3%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	décembre	1 149	1 147	-0,1%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	décembre	412	466	13,2%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire				
Dépôts à vue	novembre	3 954	3 249	-17,8%
M1	novembre	6 032	5 385	-10,7%
M2	novembre	6 579	5 959	-9,4%
Dépôts à terme	novembre	630	2 363	275,0%
M3	novembre	7 209	8 321	15,4%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
septembre	septembre	3 214	3 339	3,9%
Ménages	septembre	1 298	1 589	22,5%
dont crédits à la consommation	septembre	977	1 189	21,7%
dont crédits à l'habitat	septembre	321	401	24,9%
Entreprises	septembre	955	939	-1,7%
dont crédits d'exploitation	septembre	66	34	-48,6%
dont crédits d'investissement	septembre	808	713	-11,7%
Collectivités locales	septembre	289	256	-11,6%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	80	63	-21,6%
créances douteuses brutes	septembre	592	493	-16,7%
taux de créances douteuses	septembre	18,4%	14,8%	-3,7 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	septembre	2 913	2 942	1,0%
dont assurances-vie	septembre	947	978	3,2%
Sociétés	septembre	1 480	1 293	-12,7%
Autres agents	septembre	3 822	3 170	-17,1%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

7- Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	3,50%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	4,55% à 5,00% (Taux SGFGAS à partir du 01/12/2012)
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/12/2012	30/11/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,1310%	0,0770%	+ 0,054 pt	0,8170%	- 0,686 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,1090%	0,1130%	- 0,004 pt	0,7820%	- 0,673 pt	banques locales		
EURIBOR 3 mois	0,1870%	0,1910%	- 0,004 pt	1,0060%	- 0,819 pt	taux d'intérêt légal	taux	JORF
EURIBOR 6 mois	0,3200%	0,3440%	- 0,024 pt	1,2270%	- 0,907 pt	année 2012	0,71%	08/02/2012
EURIBOR 12 mois	0,5420%	0,5740%	- 0,032 pt	1,5070%	- 0,965 pt	année 2011	0,38%	03/02/2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/12/2012	30/11/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	
TEMPE	0,0723%	0,0786%	- 0,006 pt	0,4902%	- 0,359 pt	Définitions EONIA: Euro OverNight Index Average TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC) TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC) TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
EURIBOR 1 mois	0,1110%	0,1090%	+ 0,002 pt	0,8110%	- 0,700 pt	
EURIBOR 3 mois	0,1860%	0,1920%	- 0,006 pt	1,0220%	- 0,836 pt	
EURIBOR 6 mois	0,3240%	0,3620%	- 0,038 pt	1,2510%	- 0,927 pt	
EURIBOR 12 mois	0,5490%	0,5890%	- 0,040 pt	1,5260%	- 0,977 pt	
TMO	2,2300%	2,3800%	- 0,150 pt	3,5900%	- 1,360 pt	
TME	2,0300%	2,1800%	- 0,150 pt	3,3900%	- 1,360 pt	
TRBOSP	2,2200%	2,2700%	- 0,050 pt	3,6500%	- 1,430 pt	

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/12/2012	30/11/2012	31/12/2011	31/12/2012	30/11/2012	31/12/2011	31/12/2012	30/11/2012	31/12/2011
taux JJ	0,100%	0,190%	0,110%	0,093%	0,094%	0,035%	0,470%	0,440%	0,555%
3 mois	0,415%	0,250%	0,680%	0,176%	0,187%	0,140%	0,570%	0,620%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,740%	1,610%	1,870%	0,790%	0,710%	0,980%	1,840%	1,760%	1,980%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2013)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	12,19%
Prêts immobiliers		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	11,24%
Prêts à taux fixe	5,72%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux variable	5,37%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,05%
Prêts-relais	5,79%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,01%
Autres crédits aux particuliers		Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,61%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,30%	Découverts en compte (1)	13,32%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,89%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,36%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	18,95%		
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,49%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	15,55%	Découverts en compte (1)	13,32%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	90,4439	1 NZD/XPF	74,3732	1 HKD/XPF	11,6694	1 GBP/XPF	146,2220	
100 JPY/XPF	105,0363	1 AUD/XPF	93,8733	1 SGD/XPF	74,0685	100 VUV/XPF	96,7417	1 FJD/XPF	50,6201